

Déclarations de M. Rakowsky

Christian Rakowsky

Source : «L'Information financière, économique et politique», samedi 12 juillet 1924, p. 7. Note MIA.

M. Rakowsky a fait à l'envoyé spécial de « l'Information » les déclarations suivantes sur l'état des pourparlers de la Conférence de Londres¹ :

Vous me faites remarquer que les détails donnés sur la marche de la discussion ont été très maigres et que d'une façon générale le public a reçu des informations plutôt contradictoires. C'est que l'importance des questions en jeu, la réserve qui est de mise lorsqu'il s'agit de négociations entamées sous les auspices d'un gouvernement étranger, les difficultés soulevées au fur et à mesure que la conférence progresse nous obligent à une grande discrétion.

Ce que je puis vous affirmer aujourd'hui, c'est que tous ces bruits relatifs à une rupture prochaine de la conférence sont absolument dénués de fondement. Les travaux de certaines commissions progressent très favorablement, un accord pour la conclusion d'un traité commercial anglo-russe est très près d'être réalisé et sera probablement enregistré à la séance plénière qui, comme vous le savez, doit se réunir la semaine prochaine.

Les dettes d'avant-guerre

Cette question s'est heurtée ici à des difficultés qui tiennent dans une certaine mesure au traditionalisme britannique. C'est ainsi que la tactique du Comité des « bondholders » [*détenteur de bons d'État russes*] a été d'attendre des propositions et de ne pas en faire. Nous ne pouvions accepter cette méthode qui conduisait à une véritable impasse, vu l'absence de contre-propositions que nous eussions pu discuter.

La longueur des pourparlers tient certainement en partie à cet entêtement du Comité, dont par surcroît deux membres seulement sur douze possèdent des fonds russes, de sorte que l'on a pu avoir à un certain moment l'impression que l'on ne cherchait nullement à aboutir. Il est évident que nous ne pouvions nous prêter à cette tactique et construire à nous seuls le pont qui doit rejoindre l'autre rivage.

Mais derrière le Comité des « bondholders » se trouvent les « bondholders » eux-mêmes, le gouvernement et la City dont l'influence, en apparence contradictoire, permet d'espérer un changement d'opinion.

¹ La Conférence de Londres s'est tenue du 4 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance de jure de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

Des suggestions qui auraient été repoussées d'emblée, il y a quelque temps, sont susceptibles maintenant d'être examinées et je puis dire qu'à mon avis, une base sérieuse de discussion vient d'être trouvée. La voici en un mot : La dette totale russe, au montant nominal de 40 millions de livres, serait réduite de 50 % ; l'intérêt serait également réduit et la Russie se réserverait un droit d'option de racheter, dans un délai de cinq années, la moitié de cette dette à raison de 25 livres pour 100 livres de capital.

En cas d'impossibilité, les porteurs recevraient un intérêt de 2 % et il serait créé un fonds d'amortissement. Cet arrangement s'appliquerait exclusivement aux porteurs britanniques pouvant justifier de leur qualité de propriétaires avant 1918.

La situation de la France

Le public français ne doit pas oublier que le montant de la dette russe, en France, est très élevé et que cette question soulève par là même de grandes difficultés. Pour la résoudre, il faut une atmosphère favorable et ce n'est pas de Moscou que le gouvernement russe peut résoudre à lui seul les problèmes qui touchent à des intérêts aussi considérables.

Vous admettez que l'ancienne méthode a fait faillite et que des conversations directes sont indispensables ; mais faire de la reconnaissance du gouvernement des Soviets un article de marchandage est une chose absurde. Nous reconnaissons l'intérêt primordial que présente pour les petits porteurs français la question des dettes ; mais au fur et à mesure que se consolide la situation politique et économique de la Russie, nous désirerions que l'on voulût bien faire le geste nécessaire et reconnaître notre gouvernement *de jure*, sans faire de la question des dettes et, d'autres encore, une condition préalable. Les pourparlers ultérieurs seraient ainsi considérablement facilités.

Les concessions

Il est hors de doute que le capital étranger est appelé à jouer un grand rôle dans le relèvement de la Russie. Les premiers venus en Russie, ceux qui auront coopéré avec nous au début, auront évidemment la préférence ; mais il est clair que le gouvernement recherche d'abord à consolider la situation industrielle de l'État, et que ce n'est qu'après qu'il pourra penser à ouvrir toute grande la porte aux capitaux étrangers.

Pour l'instant, sa politique consiste à les doser, et il va de soi que plus s'affirmera la situation industrielle et commerciale de l'État, plus ce dernier sera disposé à faire appel aux capitaux étrangers. Pour parler de façon plus concrète, et bien que je ne puisse rien dire de précis au sujet des anciennes entreprises françaises en Russie, je suis certain que de larges accommodements sont possibles à condition que la question de la reconnaissance du gouvernement soviétique soit résolue.

Dans cette question des concessions, le gouvernement des Soviets sera très méticuleux ; il faut s'attendre à des discussions serrées et prolongées et ce serait une grande illusion que de prétendre imposer une formule préalable et uniforme avant la reconnaissance du gouvernement des Soviets. Celui-ci considère comme juste que les capitaux étrangers en Russie reçoivent une rémunération équitable ; mais il ne saurait faire un abandon de principe.

En un mot, j'estime que dans la question des dettes d'État, des dettes privées et des concessions, la reconnaissance du gouvernement des Soviets permettrait d'aborder dans de bonnes conditions la discussion du problème dont certains paraissent à première vue insolubles.